

## Russie : 131 langues en danger

### Description

Selon les résultats du recensement de 2002, près de 180 nationalités peuplent le vaste territoire de la Russie qui s'étend de la mer Baltique jusqu'à l'océan Pacifique. Elles parlent quelques 150 langues appartenant à des groupes linguistiques variés.

La Fédération de Russie leur a accordé des droits élargis dans le domaine linguistique. Malgré cela, la plupart de ses langues sont menacées de disparition, suite à des conditions démographiques et socio-économiques défavorables, au manque de volonté politique et à l'absence de soutien financier de la part des autorités.



### Quels droits linguistiques pour les minorités ?

L'égalité des droits des citoyens russes en matière de la langue est garantie par l'article 26 de la Constitution de la Fédération de Russie: «Chacun a droit d'utiliser sa langue maternelle, et de choisir librement sa langue de communication, d'éducation, d'enseignement et de création.» [1] Les droits des petits peuples autochtones, qui vivent dans les régions reculées du Nord, de la Sibirie et de l'Extrême-Orient, sont garantis par l'article 69.

Quant à la Loi sur les langues des peuples de la Fédération de Russie (1991), elle place les langues minoritaires sous la protection de l'État et autorise les républiques autonomes à établir une ou plusieurs langues co-officielles, en plus du russe.

### Un patrimoine linguistique en danger

A en juger selon la législation, la Fédération de Russie n'a donc rien à se reprocher: ses lois fédérales et nationales en matière de la langue correspondent aux standards les plus élevés du droit international. Néanmoins, la situation réelle est loin d'être irrémédiable. Selon l'Atlas des langues en danger de l'UNESCO [2], la grande majorité des langues en Russie sont aujourd'hui menacées de disparition. 15 langues se sont déjà éteintes, parmi lesquelles l'ainou de Sakhaline et des Îles Kouriles, le yug, le kamassien et le soyot en Sibirie orientale, l'oubykh dans le Caucase, alors que 22 langues se trouvent en situation critique: l'altaïen des Îles du Commandeur, l'itelmen du Kamtchatka, l'orok de Sakhaline, le youkaghir dans le bassin de la rivière Kolyma, les enets en Sibirie orientale.

Par ailleurs, les langues nationales des républiques autonomes, comme le khakasse, le bouriate, le mordve, le mari... sont, elles aussi, déclarées en danger, malgré leur statut de langue co-officielle. En tout, selon l'UNESCO, 131 langues en Russie sont aujourd'hui en péril, la situation s'aggravant d'une année à l'autre. Comment expliquer une situation aussi

d'assastreuse, malgré les lois et les engagements des autorités dans ce domaine? Pourquoi ces langues, pourtant bien ancrées dans l'histoire et les modes de vie des peuples indigènes, sont-elles en train de disparaître?

### **Démographie: un rapport de forces défavorable**

La situation démographique défavorable que connaissent les peuples minoritaires de Russie représente un obstacle majeur pour la préservation de leurs langues. La grande majorité des communautés autochtones, même lorsqu'elles bénéficient de leur propre république ou district autonome, restent minoritaires dans leurs régions. Les Russes représentent en effet une part importante de la population de chacune de ces entités: deux tiers de la population de la république de l'Altaï, de l'Oudmourtie, de la Mordovie, près de trois quarts de l'Adyguée et de la Bouriatie. Le déséquilibre démographique est encore plus marqué en Carélie et en Khakassie qui comptent à peine 10-12 % d'autochtones. Quant aux petits peuples indigènes du Nord, de la Sibirie et de l'Extrême-Orient, il n'en reste que quelques dizaines de milliers dont plusieurs sont en voie d'extinction.

De cette situation démographique défavorable, il résulte que les peuples autochtones subissent de fait une domination linguistique du russe – langue de l'ethnie majoritaire, d'autant plus qu'au sein de la population russe, les bilingues sont peu nombreux. D'autre part, dans les régions peuplées par diverses ethnies, le russe reste langue de la communication interethnique comme, par exemple, au Bachkortostan (36% de Russes, 30 % de Bachkirs, 24 % de Tatars, 3 % de Tchouvaches). Ces facteurs contribuent à l'assimilation des peuples non russes dont le processus, déclenché à l'époque soviétique, ne semble pas prêt à s'arrêter.

### **Les séquelles d'une russification forcée**

Il est important de rappeler ici que les langues des peuples minoritaires doivent faire face à des décennies d'assimilation linguistique. La politique de russification, commencée par Staline et continuée par ses successeurs, a laissé des traces indélébiles dans l'ancien pays des Soviets. Langue de l'administration, de l'éducation, de carrière, le russe fut imposé dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale, voire dans les milieux culturels. Véritable symbole de la culture soviétique, le russe devint langue d'enseignement dans tous les établissements scolaires à partir de l'école primaire. Les parents non russes eux-mêmes préféraient communiquer avec leurs enfants en russe dès le plus jeune âge afin de leur faciliter l'apprentissage, le russe ayant vocation de devenir la « seconde langue maternelle » de tous les enfants non russes.

Cette situation perdure encore aujourd'hui, le russe restant de fait la langue de l'administration, de la justice et de l'éducation. En effet, malgré les garanties constitutionnelles, les langues nationales ne sont pas devenues des langues administratives, les élus et les fonctionnaires s'exprimant tous en russe. Le russe est aussi la langue des affaires et des relations économiques avec les pays de la CEI. Aussi, de nombreux parents préfèrent-ils encore scolariser leurs enfants en russe, celle-ci étant perçue comme langue de travail, de carrière, d'avenir. Elle reste surtout la langue de la ville par rapport à celles de la campagne où les langues nationales arrivent encore à survivre.

## Cette jeunesse qui renie sa langue

Sâ??il est vrai que *«Â?l'avenir des langues autres que russe, d'Ã©pend surtout de leur vitalitÃ© dans les villages â?? vÃ©ritables foyers linguistiques ou zones de refuges»* [3], ce projet semble compromis par l'â??exode rural qui n'â??a fait que s'â??intensifier depuis la fin de l'â??Union soviÃ©tique. Les difficultÃ©s Ã©conomiques dans lesquelles se trouvent aujourd'hui la plupart des rÃ©gions poussent les jeunes Ã? abandonner leurs villages pour partir chercher du travail en ville. Une fois installÃ©s en milieu urbain, qui partout en Russie est Ã? dominante russophone, les jeunes abandonnent vite leur langue maternelle au profit du russe. Ils en viennent vite Ã? considÃ©rer leur langue maternelle comme un phÃ©nomÃ¨ne folklorique, obsolÃ¨te, peu adaptÃ©es aux rÃ©alitÃ©s du monde moderne. Les langues nationales perdent ainsi tout prestige et se trouvent volontairement abandonnÃ©es par une partie de la population. Ce processus est encore accentuÃ© par l'â??absence d'â??un vÃ©ritable projet en matiÃ¨re d'Ã©ducation et notamment en matiÃ¨re d'â??apprentissage des langues nationales.

## Quand l'Ã©cole se dÃ©tourne des langues nationales

MalgrÃ© les garanties constitutionnelles et la Loi sur l'Ã©ducation de 1992 qui prÃ©cise que *«Â?Les citoyens de la FÃ©dÃ©ration de Russie ont droit de recevoir leur instruction gÃ©nÃ©rale de base dans leur langue maternelle»* [1], force est de constater que c'est le russe qui demeure le vÃ©hicule d'â??enseignement dans les Ã©coles nationales du pays. Comme le constate la linguiste K. DjorjeviÄ? Ã? propos des Ã©coles en Mordovie, une *«Â?Ã©cole nationale»* dÃ©signe dans le meilleur des cas une scolaritÃ© dÃ©butant en langue maternelle, mais qui passerait rapidement au russe pour devenir exclusivement russe dans le secondaire et le supÃ©rieur[3]. L'â??apprentissage de la langue nationale y est prÃ©vu en tant que matiÃ¨re sÃ©parÃ©e, au mÃªme titre qu'â??une langue Ã©trangÃ¨re. Cette situation est gÃ©nÃ©ralisÃ©e dans toutes les Ã©coles nationales de Russie. Les raisons d'â??une telle situation sont en grande partie Ã©conomiques. Une politique linguistique Ã©ducative rÃ©ussie demande beaucoup d'â??investissements pour la production des manuels, du matÃ©riel pÃ©dagogique et didactique et pour la formation des enseignants. Pour les rÃ©gions dÃ©pourvues de gros moyens financiers, c'est une tache ardue qui demande beaucoup d'â??efforts et une aide de l'Ã©tat. Or dans les conditions oÃ¹ le soutien financier ne suit que rarement, la scolaritÃ© en russe reste une solution de facilitÃ©.

Il existe Ã©galement des problÃ¨mes d'â??ordre didactique liÃ©s Ã? l'â??existence de deux variantes de la mÃªme langue (le mordve, le komi) ou au contingent multiethnique des Ã©coles des districts du Nord. Plus gÃ©nÃ©ralement, la situation des Ã©coles nationales tient surtout Ã? l'â??absence d'â??un vÃ©ritable projet d'â??instauration du bilinguisme au sein des communautÃ©s nationales en Russie. Ce projet serait avant tout liÃ© Ã? la rÃ©forme de l'Ã©ducation qui permettrait de rendre l'â??enseignement en langue maternelle obligatoire Ã? tous les niveaux de la scolaritÃ©.

## L'â??intÃ©rÃªt des minoritÃ©s bafouÃ© par l'Ã©tat

Le dÃ©clin des langues nationales en Russie tient Ã©galement au fait que le gouvernement fÃ©dÃ©ral mÃªne une politique qui contredit en partie ses propres engagements constitutionnels et lÃ©gislatifs. Si, sur papier, les lois en matiÃ¨re linguistique semblent irrÃ©prochables, il manque des mesures concrÃ¨tes afin de poursuivre une politique efficace de la sauvegarde des langues minoritaires. Ainsi, la Russie n'â??a toujours pas ratifiÃ© la *Charte europÃ©enne des langues rÃ©gionales et minoritaires*

À quâ??elle avait signÃ©e en 2001. Cette Charte prÃ©voit toute une sÃ©rie de mesures concrÃ©tes que l'Ãtat sâ??engage Ã accomplir dans les domaines de lâ??Ã©ducation, de lâ??administration, de la justice, de lâ??Ã©conomie, des mÃ©dias, de la vie sociale et culturelle. La prise de ces mesures nÃ©cessite des fonds que le ministÃ©re du DÃ©veloppement rechigne Ã allouer. Ces tergiversations risquent encore de durer longtemps, les autoritÃ©s mettant en avant des problÃ©mes de terminologie (quâ??est-ce quâ??une langue Ã«Ã rÃ©gionaleÃ Ã» et une langue Ã«Ã minoritaireÃ Ã» dans le contexte de la Russie?), lâ??absence de financement nÃ©cessaire, la nÃ©cessitÃ© de rÃ©formes administratives, Ã©ducatives et judiciaires qui, Ã leur tour, pourraient compromettre lâ??intÃ©gritÃ© de la FÃ©dÃ©ration. Sachant que la situation des langues se dÃ©grade dâ??une annÃ©e Ã une autre, le temps oÃ¹ la Charte sera ratifiÃ©e, elle ne sera probablement plus dâ??une grande utilitÃ© en Russie. On voit ici lâ??Ã©cart entre la loi et la rÃ©alitÃ©, lorsque les engagements proclamÃ©s ne sont pas rÃ©alisÃ©s faute du soutien financier.

Le dernier amendement Ã la *Loi sur les langues des peuples de la fÃ©dÃ©ration de Russie*, du 11 dÃ©cembre 2002, qui prÃ©cise que seule la graphie cyrillique peut Ãtre utilisÃ©e pour lâ??ensemble des langues de la FÃ©dÃ©ration de Russie, va, lui aussi, Ã lâ??encontre de la promotion des langues des minoritÃ©s. Cet amendement visait essentiellement le Tatarstan dont le gouvernement avait fait adopter une loi sur la restauration de lâ??alphabet latin, plus adaptÃ© Ã la langue tatare. Dans la dÃ©cision prise par la Cour Constitutionnelle le 16 novembre 2004, il est prÃ©cisÃ© que lâ??existence de la graphie unique en Russie Ã«Ã assure la prÃ©servation de lâ??unitÃ© de la FÃ©dÃ©rationÃ Ã» et que le changement de graphie est envisageable au cas oÃ¹ il Ã«Ã rÃ©pond aux intÃ©rÃ©ts du peuple multiethnique de la RussieÃ [4]. Sachant que 2.5 millions de Tatars de Russie vivent hors des frontiÃ©res du Tatarstan, cette dÃ©cision semble en partie justifiÃ©e. Or les Tatars ne sont pas les seuls Ã Ãtre concernÃ©s par la dÃ©cision de la Cour Constitutionnelle. Ainsi, le carÃ©lien ne peut pas devenir langue officielle de la rÃ©publique de CarÃ©lie, son Ã©criture Ã©tant fondÃ©e sur la graphie latine. Or lâ??absence de ce statut freine le dÃ©veloppement de la langue et de la culture carÃ©liennes.

Enfin, la rÃ©forme fÃ©dÃ©rale administrative, commencÃ©e en 2005, va clairement Ã lâ??encontre des intÃ©rÃ©ts des peuples autochtones. Il sâ??agit notamment de lâ??intÃ©gration des districts autonomes Ã base ethnique dans les rÃ©gions voisines peuplÃ©es par les Russes. Cette rÃ©forme vise Ã recrÃ©er les unitÃ©s territoriales non pas sur la base ethnique mais sur la base Ã©conomique. Ainsi 5 districts autonomes furent dÃ©jÃ intÃ©grÃ©s dans les rÃ©gions voisines: les Komis, les Evenks, les Koriaks et les deux districts des Bouriates. Suite Ã cette rÃ©forme, tous ces peuples, trÃ©s minoritaires, auxquels on enlÃ©ve aujourdâ??hui le statut dâ??autonomie, courent le risque de perdre leur langue et leur culture face Ã lâ??assimilation galopante sous lâ??Ã©il indiffÃ©rent des autoritÃ©s.

- 
- [1] La traduction de tous les articles de loi provient de Leclerc, Jacques. «*Russie*» dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, Université Laval, 2008, <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/russieacc.htm>
- [2] *Atlas interactif de l'UNESCO des langues en danger dans le monde*, 2009, <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=FR&pg=00206>
- [3] Djordjević, Ksenija. «*Mordve, langue minoritaire, langue mineure: du discours officiel à l'observation du terrain*» dans *la Revue de didactologie des langues-cultures et de lexiculturologie*, 2006-3 (n° 143), p. 297-311.
- [4] «*Postanovlenië Konstitutsionnogo Souda RF*», 16/11/2004, n°16-P. Traduction de l'auteur.

**date création**

29/03/2009

**Champs de mots**

**Auteur-article** : Evguenia DARRAS